



dmlm

demain le monde

n° 17 – janvier/février 2013

dossier

La longue marche des étudiants chiliens

inde
Menace sur
la pharmacie
du monde

haïti
L'échec
humanitaire

multi-culture
Des projets
plein le Poche

d l m

demain le monde

n° 17 – janvier/février 2012

Directeur de publication

Arnaud Zacharie

Rédacteur en chef

Frédéric Lévêque

Graphisme

Dominique Hambye, Élise Debouny

Impression

Kliemo – Eupen

Imprimé sur papier recyclé

Photo de couverture

Camila Vallejo, leader emblématique des étudiants chiliens, au cours d'une manifestation à Santiago en mai 2012.

© Reporters / DPA

d l m est le supplément

« développement » du magazine

Imagine demain le monde.

Pour le recevoir, abonnez-vous !

www.imagine-magazine.com

www.cncd.be/dlm

Contact

dlm@cncd.be – 02 250 12 51



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

AVEC LE SUPPORT DE
LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT **.be**

03

édito

Quand le communautaire s'invite à la table du climat

par Arnaud Zacharie

04

actu

Inde : menace sur la pharmacie du monde !

par Fanny Petit

08

regard sur le monde

L'Eldorado occidental et le désir d'ailleurs

par Jean-Claude Mullens

10

petites histoires de gros sous

La prime à l'injustice fiscale de la Banque mondiale

par Antonio Gambini

12

dossier

La longue marche des étudiants chiliens

par François Reman

18

citoyen, citoyenne

Sing For The Climate, suite & fin

Soldes 2013 : un consommateur est aussi un citoyen

Fauchage d'OGM, moi aussi j'en suis...

20

projet 11.11.11

Sénégal : valoriser le rôle des femmes

dans l'économie sénégalaise

par Cécile Vanderstappen

22

multi-culture

Des projets plein le Poche

Entretien avec Roland Mahauden et Olivier Coyette, par Julien Truddaïu

24

introspectus

Haïti : l'échec humanitaire

par Frédéric Thomas

27

pas au sud, complètement à l'ouest

Même le poisson a toujours soif

par Gérard Manrèson

ARNAUD ZACHARIE
Secrétaire général du CNCD-11.11.11

Quand le communautaire s'invite à la table du climat

« LES PAYS PAUVRES DEVRONT
CHOISIR ENTRE CONSTRUIRE
UNE DIGUE OU UNE ÉCOLE »

Le climat fait partie des enjeux globaux qui ne connaissent pas les frontières. C'est d'ailleurs une des principales difficultés pour trouver un accord ambitieux à cette échelle, entre 193 États membres des Nations unies. Mais vu de Belgique, l'enjeu semble encore plus complexe puisqu'il se retrouve pollué par les divergences communautaires.

À Doha, en décembre dernier, les pays industrialisés devaient faire le bilan du respect de leurs engagements en matière de financement de l'adaptation aux changements climatiques dans les pays pauvres. En 2009, à Copenhague, les gouvernements s'étaient engagés à deux choses : d'une part, créer en 2020 un Fonds vert pour l'adaptation aux changements climatiques financé à hauteur de 100 milliards de dollars ; d'autre part, financer entre 2010 et 2012 une initiative « fast start » à hauteur de 30 milliards de dollars pour initier un processus devant mener au Fonds définitif en 2020.

Le sommet de Doha était donc l'occasion de faire le bilan des engagements en faveur de l'initiative « fast start », à laquelle la Belgique s'était engagée à participer à hauteur de 150 millions d'euros, et d'annoncer les nouveaux engagements pour la période 2013-2015. C'est à ce niveau que les problèmes communautaires se sont invités à la table des négociations à Doha. En effet, la Belgique n'avait mobilisé que moins de 100 millions d'euros sur les 150 promis. Pourquoi ? « La faute aux régions qui n'ont quasi rien donné », selon le gouvernement fédéral. Ce à quoi les régions ont répondu : « La faute au fédéral, qui a pris l'engagement au nom de la Belgique, par la voix du premier ministre de l'époque, Yves Leterme, et qui doit donc assumer ses propres promesses ».

Résultat : non seulement la Belgique a été incapable d'annoncer avoir respecté son (modeste) engagement, mais en outre, l'incapacité de s'accorder pour la période 2010-2012 a rendu impossible un accord pour un engagement sur la période 2013-2015.

Pourtant, les sommes octroyées par les différents États membres n'ont pas été très ambitieuses. Non seulement nombre de financements ont été accordés sous forme de prêts, et non de dons, mais en outre, la majorité de ces financements n'a pas été additionnelle à l'aide et a donc été financée sur le budget de la coopération au développement. En clair, les pays pauvres devront choisir entre construire une digue ou une école, comme l'a déploré le porte-parole de la délégation africaine à Doha.

Menaces sur la pharmacie du monde !

■ Sous la pression des groupes industriels pharmaceutiques européens et américains, bénéficiant du soutien des États, le régime mondial de la propriété intellectuelle, notamment le système des brevets sur les médicaments, se durcit en faveur de la protection de leurs monopoles. Le droit du commerce avant le droit à la vie ? C'est ce que déterminera l'issue du combat que mène aujourd'hui le gouvernement indien.

« En l'espace d'un an, la Guinée a multiplié par deux le nombre de personnes sous traitement. » Avec l'arrivée des antirétroviraux (ARV) génériques indiens – couplée en 2007 à la mise en place d'une politique de gratuité –, le changement a été, aux dires de Mouslihou Diallo, responsable pharmacie de l'ONG Solthis, « phénoménal ». Alors que les trithérapies avaient fait leur apparition au Nord dès les années 1990, les patients des pays du Sud, eux, ont dû attendre quelques années. Le temps que la production de génériques au Brésil, en Inde et en Thaïlande fasse baisser les coûts du traitement de 10 000 dollars par an à 150 dollars¹. « Si les produits sont détenus par un même laboratoire, il n'y a pas de compétition possible. Quand deux ou trois entreprises sont en compétition, on obtient une baisse des coûts », souligne Eric Fleutelot, porte-parole de Sidaction (France). Cette chute des prix a permis de mettre sous traitement 7 millions de personnes. Considérée comme la « pharmacie des pauvres », l'Inde produit 80 % des ARV qui sont aujourd'hui utilisés dans les pays en développement. « Pour la Guinée, c'est 100 % », précise Mouslihou Diallo.

L'année du tournant

Jusqu'en 2005, l'Inde a pu produire des médicaments génériques car elle bénéficiait d'une dérogation aux Accords sur les droits de propriété intellectuelle (ADPIC) qu'elle avait signés, en 1994, en adhérant à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). En reconnaissant la qualité de ces médicaments, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a même permis de « faire taire les détracteurs et d'encourager l'achat de génériques par les pays du Sud, tout en mettant la pression sur leurs fabricants pour qu'ils continuent à faire de la qualité », rappelle Eric Fleutelot.

À partir de 2005, l'Inde a dû se soumettre aux conditions de brevetabilité. Si un brevet constitue une récompense ou une incitation à la recherche et au développement, il est aussi l'instrument du monopole.

© Associated Press / Reporters

Car, obtenir un brevet sur un médicament, c'est de fait détenir l'exclusivité de sa production et de sa commercialisation dans un pays, pour au moins vingt ans². Chaque pays conserve le choix de ses critères pour délivrer (ou pas) un brevet mais, bien évidemment, ce principe gêne les laboratoires pharmaceutiques du Nord.

Ainsi, au titre de l'Article 3d, la législation indienne dite *Patent Act* prévoit de n'accorder des brevets qu'aux médicaments strictement nouveaux et innovants. C'est pour cette raison qu'en 2006, l'Office indien des brevets rejette la demande de brevet formulée par le laboratoire suisse Novartis pour un médicament contre le cancer (Glivec) : les études montraient qu'il ne constituait pas une avancée thérapeutique significative. Novartis n'aura dès lors de cesse de poursuivre en justice le gouvernement indien pour faire modifier la loi. Déboutée par deux fois, la multinationale a lancé, en septembre 2012, un ultime recours devant la Cour suprême indienne. « Par cette politique d'acharnement via les tribunaux, Novartis montre qu'il place ses intérêts au-dessus de la vie de certains patients », analyse Céline Grillon, coordinatrice du plaidoyer international pour Act Up Paris. Dans les pays où il a obtenu un brevet, le Glivec est vendu 2 600 dollars par an contre 200 dollars dans sa version générique. « Les laboratoires sont particulièrement hargneux envers les pays intermédiaires ou avancés, qui sont supposés avoir de l'argent. Mais ils n'en ont pas assez pour acheter aux prix auxquels les médicaments sous brevet sont vendus, sans compter que, dans ces pays, l'épidémie touche surtout les populations pauvres et/ou marginalisées », poursuit-elle³.

Les licences obligatoires sont une autre flexibilité introduite par les ADPIC, par laquelle un pays peut autoriser un tiers à fabriquer un médicament breveté voire à utiliser le procédé protégé sans le consentement du titulaire, dès lors que son prix empêche l'accès aux soins. En 2007, la Thaïlande avait émis une licence obligatoire sur des médicaments utilisés en trithérapies. Le laboratoire Abbott, qui en détenait le brevet, avait alors stoppé la commercialisation d'autres médicaments essentiels, n'ayant aucun scrupule à priver des malades de traitement pour faire plier le gouvernement thaïlandais. C'est sous la pression de la société civile qu'Abbott a renoncé à ce chantage. « Les États doivent être forts et continuer de défendre les possibilités de déroger aux brevets », affirme Céline Grillon.

Menaces de toutes parts

La politique agressive menée par les industriels pour étendre et renforcer leurs droits de propriété intellectuelle est relayée par la Commission européenne qui négocie actuellement des traités bilatéraux de libre échange avec un certain nombre de pays. « Au sein de l'OMC, les pays émergents, producteurs de médicaments génériques, étaient en capacité, ensemble, d'influencer le contenu des accords multilatéraux, décrypte Céline Grillon. Mais, dans les négociations bilatérales, seule face à l'Union européenne ou aux États-Unis, la capacité de l'Inde à résister aux pressions est moindre ».

Des négociations commerciales bilatérales avec l'Inde sont en cours et, même si leur contenu est tenu secret, elles font craindre le pire. L'UE demanderait à ce que la durée des monopoles accordés par les brevets, censée être « temporaire », passe à 25 ans et que soit incluse une clause d'« exclusivité des données », qui entraverait pour longtemps le développement de médicaments génériques mais aussi le partage de la connaissance, et donc la recherche. Faut-il pourtant le rappeler ? Pour la seule année 2011, on compte 1,7 million de morts du sida et 2,2 millions de personnes infectées. « Attention ! La fin du sida n'est pas d'actualité, prévient Eric Fleutelot. Il n'y a pas encore de vaccin. Il faut donc en-

« LES LABORATOIRES SONT PARTICULIÈREMENT HARGNEUX ENVERS LES PAYS INTERMÉDIAIRES OU AVANCÉS, QUI SONT SUPPOSÉS AVOIR DE L'ARGENT »

core faciliter la baisse du prix des médicaments de première, de deuxième et de troisième ligne, ainsi que le coût du suivi virologique et biologique. » En effet, le virus mute et devient résistant et il faut pouvoir passer sans tarder certains patients sur des traitements de deuxième et troisième ligne. « Or, les médicaments de troisième ligne sont tous sous brevets et peuvent coûter jusqu'à 36 fois plus cher que ceux de première et deuxième lignes », explique Clémentine Lacroix, chargée de plaidoyer et de communication à Sidaction. Sans compter que la difficulté dépasse les seuls ARV et s'étend à tout ce qui accompagne le traitement. « La Guinée est insuffisamment outillée pour mesurer la charge virale et donc pour vérifier que le traitement ARV est bien efficace. L'appareillage est parfois fourni par



© Associated Press / Reporters

une marque mais il faut ensuite lui acheter "ses" réactifs, "ses" consommables, "sa" maintenance... Et là encore, ça coûte cher », détaille Mouslihou Diallo.

Tandis que l'épidémie de Sida continue de progresser, les laboratoires pharmaceutiques se montrent plus préoccupés par leurs monopoles que par la santé des malades. De nombreuses études⁴ attestent cependant que la multiplication des brevets n'a pas eu d'effets sur le nombre de découvertes et d'innovations. Le combat que mène aujourd'hui le gouvernement indien pour préserver sa législation est crucial. Une victoire de Novartis ouvrirait, sans conteste, une brèche dans laquelle de nombreux laboratoires auraient vite fait de s'engouffrer, au détriment de la vie des personnes vivant avec le VIH.

1/ Selon *Untangling the Web of Antiretroviral Price Reductions: 15th Edition*, rapport de Médecins sans frontières. 2/ Le délai est passé de 16 à 20 ans avec les ADPIC. 3/ Novartis, qui a réalisé 9,2 milliards de dollars de bénéfices en 2011, n'est pas le seul laboratoire pharmaceutique à poursuivre l'Inde. L'allemand Bayer attaque aussi en justice le gouvernement indien pour une licence obligatoire. 4/ En 2005, une étude de la revue *Prescrire* concluait que 68 % des 3 098 nouveaux produits, approuvés en France entre 1981 et 2004, n'apportaient aucune amélioration par rapport aux médicaments existants. Une étude du *British Medical Journal* indiquait, elle, que seulement 5 % des médicaments nouvellement brevetés au Canada constituaient une innovation.

« Nous nous battons simplement pour sauver nos vies »

Entretien avec Loon Gangte, président du Delhi network of positive people (DNP+), une association communautaire de soutien aux personnes vivant avec le VIH.

Pourquoi l'Inde est-elle devenue « le pays à abattre » ?

Loon Gangte : Plus de 7 millions de personnes vivant avec le VIH sont sous traitements antirétroviraux dans les pays en développement. Plus de 80 % prennent des médicaments qui viennent d'Inde. Ce qui signifie que 80 % du marché est couvert par les laboratoires pharmaceutiques indiens. C'est ça qui emmerde les laboratoires et les gouvernements des pays riches. Mais si dans beaucoup d'autres domaines mon gouvernement fait des conneries, je trouve qu'il s'en sort plutôt bien pour préserver le système de santé publique.

Même dans les négociations avec l'Union européenne ?

Depuis le début de ces négociations, nous organisons des manifestations devant les ministères. Nous avons demandé au ministère du Commerce une copie du texte d'accord – même si nous l'avions déjà eu via une fuite – et à ma grande surprise, il nous l'a donné. Nous sommes aussi reçus plus régulièrement par les ministères qui nous félicitent pour nos manifestations. Ils nous disent qu'elles leur donnent de la force et de l'énergie pour négocier avec leurs homologues européens.

Et eux, les avez-vous rencontrés ?

En novembre 2011, juste avant les négociations, nous avons fait livrer vingt cercueils au Bureau de représentation de l'UE en Inde et nous leur avons demandé de signer un reçu. C'était pour leur dire que si l'accord était signé, l'UE aurait besoin de beaucoup de cercueils pour enterrer les morts du sida. La police est rapidement arrivée et nous a dit d'enlever les cercueils. Nous leur avons répondu que nous ne pouvions pas : « C'est la propriété de l'UE. Regardez le reçu ! » Depuis, nous sommes un peu plus écoutés par les représentants européens.

Que répondez-vous à ceux qui disent que votre combat sert surtout les laboratoires indiens ?

Je suis la personne la plus antipatriotique du monde (*rire*). J'ai fondé DNP+ pour prendre soin de ma communauté. Je me bats pour l'accès aux traitements, pas pour l'économie indienne. Nous avons la preuve que la mise sur le marché des génériques indiens a permis de mettre sous traitements près de 7 millions de personnes. Si ça avait été des laboratoires suisses, je me serais aussi battu à leur côté. D'ailleurs, nous aidons aussi les personnes vivant dans les pays riches. Les États-Unis et l'Europe profitent aussi des génériques et de la baisse des prix des médicaments brevetés.

Êtes-vous confiant dans le résultat tant du procès que des négociations ?

Beaucoup de journalistes me demandent : « Que va-t-il se passer si Novartis

gagne ? » Je leur réponds : « Et vous ? Que feriez-vous si quelqu'un pointait un pistolet sur votre tête ? » Pour nous, ce n'est pas une question de commerce, c'est une question de vie. Vous pouvez vendre ou acheter des chaussures mais vous ne pouvez pas vendre notre vie.

Propos recueillis par David Eloy, Altermondes



Découvrez Altermondes

Altermondes est la revue française de la solidarité internationale. Dans son dernier numéro, le trimestriel consacre un gros dossier au sida sous le titre « La fin du sida, est-elle vraiment pour demain ? » dont est extrait cet article.

www.altermondes.org

palestine, un bulletin d'info essentiel !

Il arrive tous les trois mois dans 4 000 boîtes aux lettres à Bruxelles et en Wallonie. Réalisé par un comité de rédaction engagé et une équipe de bénévoles toujours prêts pour l'étiqueter, **le bulletin Palestine est un must pour qui veut s'informer sur l'actualité palestinienne** – et de fait israélienne. Les avancées de la colonisation, la question palestinienne dans les instances internationales ou nationales, les tendances politiques en Israël, les oubliés de l'actualité comme les prisonniers palestiniens, les réfugiés, des témoignages de retour de missions sur place, l'actualité du mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions... sont autant de sujets que traite régulièrement en 20 pages le bulletin de l'Association belgo-palestinienne.

Intéressé-e ? Envie de vous abonner ou d'en savoir plus ?
Contactez-nous :
Association belgo-palestinienne
 abp.eccp@skynet.be
 www.association-belgo-palestinienne.be



ENTRE LA POLITIQUE PROFESSIONNELLE
 ET LE CAFÉ DU COMMERCE,
 IL Y A L'ESPACE D'UNE REVUE.

POLITIQUE

revue de débats

POLITIQUE paraît 5 fois par an + 3 numéros hors série
 Abonnement annuel : 40€ + un livre offert
 Abonnement électronique : 20€
 Étudiants, travailleurs sans emploi, BIM/OMNIO : 20€
Administration et rédaction
 POLITIQUE, rue du Faucon 9 - 1050 Bruxelles
 téléphone : +32 (0)2 538 69 96
 courriel : secretariat@politique.eu.org

<http://politique.eu.org>



JEAN-CLAUDE MULLENS
Iteco

© Alexandre Pennasse

L'Eldorado occidental et le désir d'ailleurs

Les images idylliques projetées par le Nord sont-elles une cause supplémentaire qui encourage les migrations ? Les migrants du Sud sont-ils assez naïfs pour croire en l'Eldorado occidental ?

Lorsqu'on envisage les causes des migrations Sud-Nord, on évoque souvent l'existence de facteurs multiples et complexes d'ordre politique, économique, social et culturel. Cependant, la plupart des analyses mettent généralement l'accent sur les facteurs politiques et économiques des migrations. Quand les analyses portent sur les causes culturelles des migrations, elles visent le plus souvent à dénoncer les images idylliques des pays riches diffusées par les médias auprès des habitants des pays moins favorisés : « Les médias ont tendance à rendre attrayants certains pays par des données et des images ne reflétant pas la réalité sociale de ces pays. Ceux-ci sont donc considérés faussement comme des modèles idylliques par les habitants de pays moins favorisés et les poussent à faire le grand saut de la migration pour rejoindre ce qu'ils espèrent être le paradis » (Centre Avec, 2005).

Position sociale déterminante

Pour mieux comprendre l'impact des représentations de l'Occident véhiculées par les médias, on peut citer une enquête menée dans le courant des années 90 à Brazzaville auprès de lycéens issus d'écoles privées et publiques. L'auteur de cette recherche, Valérie Kinzounza (ULB, 1997), montre que pour les lycéens, les feuilletons américains ou français représentent un rêve par rapport au quotidien (évasion) et suscitent aussi la curiosité pour un monde inconnu ou

mal connu (référence). Le monde du Blanc est ainsi source de fantasmes et d'éblouissements. Les étudiants sont néanmoins conscients du décalage entre ces représentations de l'univers du Blanc et la réalité. L'intérêt pour l'Occident se double également d'un rejet des valeurs, surtout perceptible dans les lycées publics. Quant aux élèves du privé, qui évoluent dans un environnement proche de celui des Occidentaux en ce qui concerne l'éducation, les moyens matériels et financiers, ils ont généralement une représentation beaucoup plus réaliste de l'Occident et des Occidentaux que leurs collègues des lycées publics. Les élèves du public oscillent ainsi entre occidentalité et tradition, entre admiration et rejet du Blanc. Ces observations conduisent à penser que la représentation de l'ailleurs dépend essentiellement de la position sociale que les personnes occupent dans leur propre société.

La diffusion du mythe de l'Eldorado occidental n'est bien entendu pas uniquement le fait des médias. Lors de leurs séjours dans les pays du Sud, les visiteurs occidentaux alimentent aussi le mythe : « Lieux de contacts et de passages privilégiés, dans un contexte de fermeture des frontières, les lieux touristiques constituent des plates-formes qui reçoivent des flux variés de touristes et de travailleurs à partir desquelles s'établissent de nouvelles trajectoires migratoires ». Pour Olivier Dehoorne, « l'observation, voire la rencontre

avec ces visiteurs vivant leur moment privilégié, hors de leur quotidien, va renforcer les clichés de cet 'ailleurs', synonyme de prospérité et de liberté, et alimenter durablement les désirs de départ » (Revue européenne des migrations internationales, 2002).

Déculturation et uniformisation

Par ailleurs, comme le note Aminata Traore à propos du Mali, les valeurs prônées par le libéralisme économique (libre échange, consommation, rentabilité économique et financière, compétition, satisfaction des besoins individuels) prennent également de plus en plus sur le souci de l'autre, sur la convivialité et la spiritualité : « Peu de lieux échappent au maillage, à la déculturation et à l'uniformisation des attitudes et des comportements. Des villages qui manquent d'eau potable, d'écoles, de centres de santé et d'électricité disposent parfois de magnétoscopes qui marchent sur groupe électrogène. Ce sont les derniers types de cadeaux des migrants, qu'ils soient à Paris ou à Bamako, à leurs parents, au village. Les images et les idées diffusées sont lues et interprétées comme des modèles à suivre » (L'Étau. L'Afrique dans un monde sans frontières, 1999).

« LES MYTHES DU BON SAUVAGE OU DU PARADIS PERDU POURRAIENT ÊTRE CONSIDÉRÉS COMME DES REPRÉSENTATIONS INVERSÉES DE NOS SOCIÉTÉS DE CONSOMMATION »

Drames évoqués

Pour des raisons multiples et complexes, mais aussi pour atteindre ces modèles de réalisation de soi, certains migrants sont prêts à risquer leur vie. Ainsi, « depuis 1992, les plus basses estimations chiffrent à 4 000 le nombre de noyés dans la traversée du détroit de Gibraltar (certaines ONG marocaines très sérieuses estiment que ce chiffre devrait être au moins multiplié par deux) et au moins autant dans le désert du Sahara, ce qui ferait officiellement pour cette région de la Méditerranée occidentale un total de 8 000 morts. Ces chiffres, pourtant minimum et consensuels, font froid dans le dos ! Mais le plus impressionnant c'est leur augmentation constante : rien que depuis 2006 il y aurait eu 3 000 morts dus à l'augmentation de la traversée vers les Canaries, plus longue et plus dangereuse » (Mehdi Alioua, Cafés géographiques, 2006).

Ces drames sont évidemment évoqués dans les cultures populaires des pays d'émigration, à travers des histoires, des chansons, des proverbes, ou des anecdotes. Cependant, ces récits coexistent avec un certain mythe de l'Eldorado occidental. Les candidats à l'émigration n'ignorent donc pas les dangers qu'ils encourent en quittant leurs pays, mais ils n'ignorent pas non plus les opportunités que pourrait leur offrir une émigration « réussie ».

L'Occident comme utopie

L'Occident est ainsi devenu un lieu d'utopie. À cet égard, il est intéressant de rappeler la définition que proposait Michel Foucault des utopies. Selon lui, les utopies sont des emplacements sans lieu réel. Ce sont des emplacements qui « entretiennent avec l'espace réel de la société un rapport général d'analogie directe ou inversée. C'est la société elle-même perfectionnée ou c'est l'envers de la société, mais, de toute façon, ces utopies sont des espaces qui sont fondamentalement, essentiellement irréels » (Dits et écrits, Des espaces autres, 1984).

Le mythe de l'Eldorado occidental constituerait ainsi une représentation (positive) inversée des sociétés dont sont originaires les migrants. Dans le même ordre d'idées, les mythes du Bon sauvage ou du Paradis perdu pourraient être considérés comme des représentations inversées de nos sociétés de consommation (« Là-bas, ils sont pauvres, mais ils ont des valeurs, ils savent profiter de la vie, ils sont proches de la nature... »).

Le discours sur la croyance en l'Eldorado occidental nous pose toutefois quelques problèmes. Ce discours ne véhicule-t-il pas

une certaine condescendance à l'égard des migrants originaires du Sud ?

« Nous savons que l'Occident n'est pas un Eldorado, alors qu'eux y croient encore naïvement ». Une manière d'éviter ce grand partage entre eux qui croient et nous qui savons, serait peut-être

d'envisager les imaginaires associés à la mobilité internationale d'une manière plus symétrique, en s'intéressant par exemple aux liens qui peuvent exister entre tourisme et migration internationale, ou en posant le problème anthropologique plus large du désir d'ailleurs. Ainsi, on pourrait considérer que le désir d'ailleurs présente de grandes similitudes d'une société à l'autre, même si la manière de le réaliser dépend de notre position sociale et des rapports de domination économique et symbolique qui s'expriment partout.

Source : article publié dans Antipodes
« Migrants d'hier et d'aujourd'hui »,
Iteco.be, n°13, 2012.



Découvrez Antipodes

« À l'inégale répartition des richesses dans le monde et en particulier entre le Nord et le Sud, ITECO oppose une éducation des citoyens à la solidarité internationale. » Un slogan

qui résume bien le travail que le centre de formation ITECO réalise depuis de nombreuses années, notamment au travers de sa revue Antipodes à découvrir sur www.iteco.be



ANTONIO GAMBINI

Chargé de recherche, CNCD-11.11.11

La prime à l'injustice fiscale de la Banque mondiale

Le 23 octobre dernier, la Banque mondiale publiait son rapport annuel « Doing Business » qui classe les États en fonction de la facilité à y faire des affaires. Attendus par les investisseurs et les gouvernements, ce classement est élaboré à partir de critères pour le moins contestables. Explications.

C'est la publication de la Banque mondiale (BM) la plus lue et la plus influente. Son nom est tout un programme : « Doing Business ». Sa particularité : classer les États (« rankings ») en fonction de la facilité à y faire des affaires sur base d'indicateurs établis à partir de données compilées par un réseau de cabinets d'avocats et de bureaux de consultants. Toujours prompts à séduire les investisseurs, de nombreux gouvernements traquent avec attention leur évolution dans ces rankings. Y progresser est souvent même un de leurs objectifs prioritaires, essayant ainsi de prouver leur ardeur réformatrice d'États « vertueux » pour les investisseurs.

L'esclavage comme modèle ?

Depuis toujours, certains indicateurs du rapport sont sous le feu des critiques. C'est le cas de l'indicateur « Employing Workers » (« Employer des travailleurs »), car il donne systématiquement de bons points à chaque mesure de dérégulation et de mauvais points à chaque législation contraignant un tant soit peu la sacro-sainte liberté d'engager et de licencier (« Hire and Fire »). En fait, un tel indicateur laisse entendre que le modèle idéal soutenu par la Banque mondiale est celui de l'esclavage pur et simple, soit un modèle économique et social niant le travailleur en tant que sujet de droits et donnant à l'employeur une liberté totale et absolue.

Après des années de pressions et d'interpellations, la BM a fini par céder, quoique partiellement, en promettant le respect des conventions de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et en reléguant ces données et classements à une annexe du rapport, en lieu et place du corps du texte. Toutefois, pour la Confédération syndicale internationale (CSI), le rapport recommande toujours le démantèlement de

bon nombre de législations protectrices des travailleurs, y compris dans des domaines régis par des conventions OIT, et gouvernements et entreprises s'alimentent encore des données et classements repris dans l'annexe.

L'or pour les paradis fiscaux

Autre indicateur sujet à caution, le « Paying Taxes » (« Payer des impôts »). Il mesure d'une part le caractère fastidieux des formalités à accomplir par les entreprises et d'autre part le taux total d'imposition – calculé en pourcentage du taux de profit – obtenu en ajoutant l'impôt sur les bénéfices des sociétés à d'autres prélèvements obligatoires, y compris les contributions de sécurité sociale.

Soyons clair : personne ne s'oppose à une rationalisation et simplification qui réduise le temps et l'énergie que les entreprises – et l'ensemble des

international (FMI)², démontre au contraire qu'investissements et croissance dépendent d'une multitude de facteurs. La diminution de la fiscalité sur les entreprises conduit à une perte de recettes pour l'État, qui doit être compensée soit par une diminution des services et investissements publics soit par une augmentation d'autres impôts (TVA, impôts sur le revenu des personnes physiques, taxes foncières, etc.), ou par une combinaison des deux. Ces coupes dans les dépenses publiques et ces augmentations d'impôts peuvent donc avoir un impact macroéconomique négatif beaucoup plus important que l'accélération de la croissance consécutive à une vague de cadeaux fiscaux aux entreprises.

« LA BANQUE MONDIALE PROMET UN SYSTÈME DE SANTÉ QUI COÛTERA PLUS CHER POUR UN RÉSULTAT PLUS MAUVAIS »

contribuables d'ailleurs – consacrent à l'accomplissement des formalités fiscales. Là où le bât blesse, c'est sur la question du taux d'imposition. Un rapport de 2008, réalisé par une sorte de bureau d'évaluation semi-autonome interne à la BM, notait que la logique des indicateurs conduisait à attribuer la médaille d'or à des paradis fiscaux notoires et autres micro-pétromonarchies (Vanuatu, Maldives, Koweït, Émirats arabes unis). La BM a donc réagi en prévoyant désormais un taux plancher de 25,7 %, en deçà duquel la compétition à la baisse s'arrête. C'est mieux que l'objectif 0 % précédent, mais on peut s'interroger néanmoins sur la légitimité de cette prescription officielle, surtout que de l'aveu de la Banque elle-même, ce taux n'a pas été choisi en fonction d'un raisonnement quelconque mais simplement pêché de façon arbitraire dans la part inférieure du tableau...

Moins d'impôts = plus d'investissements ?

Malgré ce taux minimum de 25,7 %, la course à la baisse de la fiscalité pesant sur les entreprises reste donc pour la Banque une démarche profondément vertueuse. Elle n'hésite d'ailleurs pas à affirmer qu'une réduction de 1 % correspond à une augmentation positive des investissements équivalente à 1 % du PIB. D'apparence scientifique et empirique, ce calcul est en réalité profondément erroné. La littérature, y compris les études du Fonds monétaire

défaut de systèmes de santé publics, les travailleurs sont soit destinés à la mort et à d'atroces souffrances ou alors leurs besoins de santé doivent être financés par un autre système, en l'occurrence des systèmes d'assurance privée. Or les études scientifiques sont formelles³ : les systèmes privés sur une base assurantielle coûtent plus chers à la société – ils absorbent une part plus importante de la richesse nationale – pour un résultat moins performant (universalité de la couverture, qualité des soins, taux de mortalité) que les systèmes publics. En d'autres termes, la BM promet un système de santé qui coûtera plus cher à tous pour un résultat plus mauvais, ceci au nom du business et de la réduction des contraintes pesant sur les entreprises.

« Optimisation fiscale » systématique

Enfin, notons l'absence totale de considérations liées à l'évasion fiscale et autre « optimisation fiscale » dans la publication. Le rapport de l'ONG *Action AID*⁴ sur le géant brassicole mondial SAB Miller démontre, chiffres à l'appui, qu'une tenancière d'un petit débit de boisson au Ghana paie plus de taxes que le brasseur industriel Accra Brewery, filiale ghanéenne de SAB Miller. Celui-ci s'arrange en effet pour déclarer artificiellement en pertes sa filiale ghanéenne, et donc payer pas ou peu d'impôts au fisc local, alors que les profits sont expatriés, légalement ou non, vers les filiales du groupe basées dans les paradis fiscaux.

La réalité de la fiscalité pesant sur les entreprises, surtout dans les pays en développement mais aussi dans les pays industrialisés, est celle d'une « optimisation fiscale » désormais massive et systématique, qui permet aux multinationales de diriger leurs profits vers les paradis fiscaux et de ne payer plus que des impôts symboliques dans les pays où sont effectivement réalisés ces profits. Par contre, les petites et moyennes entreprises, incapables de fonder des filiales bidon aux îles Cayman et de payer des millions de dollars aux grands cabinets d'audit et de conseil fiscal sont de plus en plus taxées. L'explication à ce silence est très simple : le partenaire de la Banque mondiale dans la collecte des informations fiscales du rapport « *Doing business* » n'est autre que le groupe PricewaterhouseCoopers (PwC), un acteur planétaire majeur de ce système d'« optimisation fiscale », qui n'a donc aucun intérêt à le dénoncer.

1/ *Doing Business: An Independent Evaluation – Taking the Measure of the World Bank IFC Doing Business Indicators*, Independent Evaluation Group, 2008. 2/ *Tax Composition and Growth: A Broad Cross-Country Perspective*, Santiago, A. O. et Jia Y., IMF working paper, n°12/257, octobre 2012. 3/ OECD Health Data 2012, www.oecd.org. 4/ *SABMiller to face tax audit in five African countries following ActionAid report*, ActionAid, 6 mai 2011, www.actionaid.org.uk

12

dossier



La longue marche des étudiants c

LOS
SUBVERSIVOS
EXIGIMOS
LA RENUNCIA
DE LOS
INÚTILES

FRANÇOIS REMAN

journaliste

<http://carnetschiliens.blogs.lalibre.be>

DE UN
SOLO E
PATA



NO LOS DETAREMOS DORMIR

Chiliens



Avril 2011, Sebastián Piñera vient de fêter son premier anniversaire comme président de la République. La droite a retrouvé le pouvoir un an plus tôt après vingt ans de gouvernements de centre-gauche. La croissance économique flirte avec les 5 % et le pays se remet de la folle épopée des 33 mineurs prisonniers à 600 mètres sous terre pendant 69 jours. Malgré quelques manifestations contre un projet de barrage en Patagonie, le Chili semble bien loin de l'agitation sociale des autres pays de la région et confirme selon certains observateurs son statut de bon élève de l'Amérique latine. Rien ne semble donc pouvoir contrarier la présidence de l'homme d'affaires d'autant plus que l'opposition de centre-gauche peine à se réorganiser après la défaite de son candidat aux élections présidentielles.

Et puis, de manière imprévisible et en quelques semaines, un mouvement étudiant d'une ampleur inédite depuis le retour de la démocratie va venir contrarier l'agenda politique de *La Moneda* (le palais présidentiel). Des dizaines de milliers de jeunes vont en effet défiler pendant plusieurs semaines le long de l'Alameda, la grande avenue de la capitale Santiago. Les universités sont paralysées, les écoles publiques occupées jours et nuits. Le mouvement grandit de jour en jour. Dans la rue, les manifestations sont colorées, joyeuses, enivrantes aussi. Piñera, Bachelet (présidente socialiste de 2006 à 2010) et Pinochet se retrouvent caricaturés à l'extrême. Le mot d'ordre : un enseignement gratuit, de qualité et la fin du *business*

« LE MOT D'ORDRE :
UN ENSEIGNEMENT GRATUIT,
DE QUALITÉ ET LA FIN
DU BUSINESS DES
UNIVERSITÉS PRIVÉES »

des universités privées. Quand les élèves du secondaire mènent le cortège, le ton est plus martial. Uniforme bleu et blanc, chaussures en cuir. Ils ont 16, 17, 18 ans et tiennent à rappeler que ce sont eux, les « pingouins » – leur surnom à cause de leur uniforme –, qui dès 2006 avaient porté les premières revendications.

La coupole dirigeante abat un travail de mobilisation et de sensibilisation exceptionnel. Camila Vallejo – qui fera bientôt la une de la presse internationale – et Gorgio Jackson soudent les troupes et réfutent habilement la rhétorique gouvernementale qui propose d'augmenter bourses et crédits. Les étudiants exigent eux des changements et une refonte complète de l'enseignement. 85 % de la population les soutient.

Réunis au sein de la Confech (Confédération des étudiants du Chili), les étudiants adoptent un mode de gestion participatif et transversal. On parle même d'assemblées populaires, de réforme fiscale et d'une nouvelle constitution qui remplacerait celle de l'ère Pinochet, toujours en vigueur. Désarmé, le gouvernement est à la peine d'autant plus qu'il n'a nullement l'intention de modifier un modèle éducatif mercantile qu'il défend idéologiquement. Par contre, la criminalisation du mouvement devient plus forte. Suréquipés, les *carabineros* n'hésitent pas à faire usage de manière disproportionnée de gaz lacrymogène. Les coups de matraques pleuvent autant que les condamnations de l'Institut national des droits de l'Homme. Malgré cela, le mouvement continue sur sa lancée tout au long de l'année 2011.

L'éruption de ce mouvement social survient 20 ans après le retour de la démocratie. Trop tard pour modifier un modèle néolibéral salué dans tous les cénacles internationaux ? Rien n'est moins sûr car les étudiants ont enfin permis de vaincre les traumatismes et fantasmes enfus au cœur d'une grande partie de la société chilienne. L'avenir du Chili ne pourra se dessiner sans eux.

La Mala Educación ou la crise du modèle chilien

Le 17 octobre dernier, l'Institut d'études politiques de Washington décernait le prix Letelier-Moffit au mouvement étudiant chilien. Il s'agit d'une récompense annuelle attribuée à une organisation impliquée dans la défense des droits de l'Homme, y compris les droits économiques, sociaux et culturels. Camila Vallejo, égérie de la mobilisation étudiante, s'est personnellement déplacée pour recevoir ce prix destiné à la mémoire d'Orlando Letelier et son assistante assassinés par les services secrets de Pinochet en 1976 en plein cœur de la capitale des États-Unis.

Au-delà de la récompense qui vise à saluer les revendications étudiantes pour une éducation gratuite et universelle, la référence à Orlando Letelier est lourde de symbole. En effet, quelques jours avant sa mort, exilé aux États-Unis, l'ancien ministre de Salvador Allende publiait un article dans la revue nord-américaine *The Nation* intitulé : « Les Chicago-boys au Chili. Liberté économique et répression politique : les deux faces du même modèle ». Le texte analysait les changements introduits par la junte militaire dans l'économie chilienne et soulignait qu'une politique tellement contraire aux intérêts de la majorité de la population ne pouvait être mise en œuvre que par la force. La suite est dramatiquement connue.

L'héritage de la dictature

Quand le Chili retrouve la démocratie en 1990, la structure politique, économique et sociale du pays a été transformée. Un groupe d'économistes néolibéraux formés à l'Université de Chicago, d'où leur surnom de *Chicago Boys*, s'est acharné à démanteler l'ensemble des prérogatives de l'État, dont le système de protection sociale, l'un des plus performants dans les années 60. Ce nouveau modèle d'État résiduaire sera institutionnalisé dans la constitution de 1980 approuvée lors d'un référendum frauduleux et toujours en vigueur en 2012.¹

En renforçant le modèle basé sur l'exportation de matières premières (le cuivre en tête), les réformes des *Chicago boys* mettent fin aux tentatives d'instaurer un modèle de développement basé sur la substitution des importations et orienté vers l'industrialisation nationale. Pour Alberto Mayol, sociologue en vue de l'Université du Chili, la prédominance d'un tel modèle révèle les failles profondes du système éducatif chilien : « Il est assez simple de comprendre pourquoi l'éducation a peu d'importance dans le développement d'un pays qui défend l'idée que la richesse est avant tout dans l'extraction de minerais et l'exploitation de matières premières et non pas dans la société, ni dans la personne, ni dans l'innovation et encore moins dans la créativité et l'effort. »²

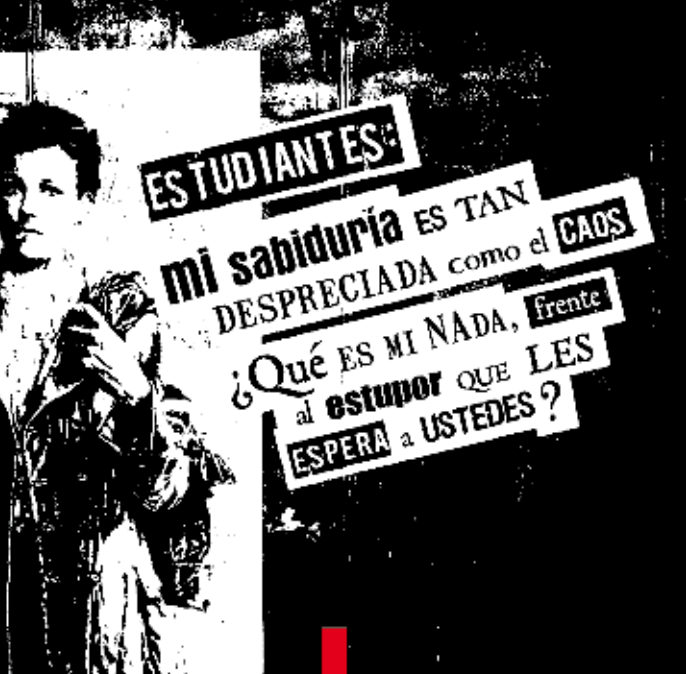
Avec le secteur des pensions et de la santé, le système éducatif chilien va donc faire les frais de ce grand tournant idéologique du début des années 80 (voir encadré ci-contre), époque à laquelle commencent également à s'appliquer en Amérique latine les plans d'ajustement structurels. « Les lois du marché ont donc été appliquées dans le système éducatif, relate Mario Waissbluth, figure de proue de la lutte en faveur d'un autre modèle éducatif. La réforme s'est faite de manière complètement dérégulée sans aucune restriction concernant l'entrée sur le marché d'établissements privés

MIENTRAS
NO NOS
DEJEN
SOÑAR



La réforme de la dictature

Au niveau de l'enseignement secondaire, le gouvernement militaire d'Augusto Pinochet a décentralisé vers les communes la gestion des établissements publics, faisant sombrer les écoles des quartiers défavorisés, et a introduit le système d'écoles privées subventionnées. Dans le domaine de l'enseignement supérieur, il a réduit drastiquement le financement des universités publiques et a autorisé la création de nouvelles universités privées à but lucratif qui attirent les élèves n'ayant pas obtenu les points nécessaires pour rejoindre les universités traditionnelles. Le coût des études va dès lors reposer entièrement sur l'étudiant et sa famille. Conséquence : un nivellement par le bas de la qualité de l'enseignement et le surendettement des familles. À sa sortie de l'université, un étudiant devra rembourser en moyenne 30 000 euros, ce qui oblige les familles à s'endetter auprès de l'État ou des banques ravies de leur offrir des crédits à des taux d'intérêt prohibitifs.



HAGAN MAS COLEGIOS Y MENOS CARCELES!

jusqu'à un extrême qui n'existe nul part ailleurs dans le monde. Selon cette logique, l'esprit d'entreprise et la main invisible du marché, libérée de l'intervention de l'État, devaient déboucher sur une augmentation de la qualité de l'éducation et un meilleur accès à celle-ci. »³ Il n'en fut rien. En 2004, l'OCDE a publié un rapport décrivant le Chili comme possédant le système éducatif le plus cher de la planète et le plus fragmenté socialement. De plus, ce

sombre panorama s'inscrit au sein d'une société fortement segmentée socialement où la mobilité sociale peine à se développer; le réseau de socialisation primaire – famille, amis, appartenance à un groupement religieux, etc. – jouant un rôle souvent bien plus déterminant que le diplôme quand il s'agit d'entrer sur le marché du travail.

En finir avec l'éducation de Pinochet

Les exigences des étudiants paraissent donc évidentes : fin du business des universités privées, dé-municipalisation et refinancement de l'éducation publique; en résumé, l'application des standards des pays de l'OCDE qui consacrent une grande part de leurs dépenses publiques à l'éducation (voir encadré en page 16). Répondre à ces revendications signifie non seulement une réforme fiscale mais aussi l'acceptation que l'éducation n'a pas à être soumise aux lois du marché, du profit et de la compétitivité. Un changement de paradigme insoutenable pour le gouvernement de Sebastián Piñera car il toucherait au cœur même du modèle économique chilien. Alors que des dizaines de milliers d'étudiants défilaient devant les

portes du palais présidentiel, le chef de l'État osa cette phrase lapidaire : « L'éducation est un bien de consommation comme un autre ». Un véritable suicide politique qui l'a définitivement décrédibilisé aux yeux même de ceux qui avaient voté pour lui avec l'espoir de changement.

« LE MODÈLE INSTAURÉ PAR LA JUNTE MILITAIRE VA ÊTRE EN PARTIE CORRIGÉ MAIS PAS STRUCTURELLEMENT MODIFIÉ »



NO A LA LEY



Politisation de la société

L'émergence du mouvement étudiant en avril 2011 a eu le mérite de forcer la société chilienne à faire l'inventaire politique des vingt ans de la *Concertación*⁴ au pouvoir car le système éducatif porte en lui les marques de la gestion prudente de cette coalition de centre-gauche. Pendant 20 ans, le modèle instauré par la junte militaire va être en partie corrigé mais pas structurellement modifié. La question des inégalités va être masquée au profit d'un discours fondé sur la méritocratie et l'entrepreneuriat. La *Concertación* va mettre en œuvre certaines politiques sociales

audacieuses focalisées vers les secteurs les plus vulnérables mais sans réellement être capable de construire un nouveau modèle. C'est à la faveur de l'élection de Sebastián Piñera que le malaise social va apparaître au grand jour. Il faut dire que le chef de l'État rassemble autour de sa personne l'ensemble de tensions véhiculées par le modèle chilien : technocratie, culte du profit, fusion des pouvoirs économiques et politiques, contournement des lois, etc. Une fois les 33 mineurs sauvés, le chef de l'État va rapidement faire l'unanimité contre lui.

Mais encore fallait-il que les revendications des étudiants trouvent un espace public pour s'exprimer. Le mouvement social contre la construction des barrages en Patagonie



© Nicholas Laughlin, Felipe Beiza, Santiago Chile, Realight, Rafael Edwards

Un modèle coûteux, inégalitaire et inefficace

En devenant membre de l'OCDE en 2009, le Chili a été contraint de comparer ses indicateurs socio-économiques avec ceux des pays du Nord. Un exercice qui révèle le caractère subsidiaire de l'État et le rôle prépondérant joué par le secteur privé.

En ce qui concerne l'enseignement maternel, primaire et secondaire, le Chili consacre 3,7 % de son PIB à l'enseignement – les dépenses publiques représentent 2,9 % et les privées 0,8 %, ce qui le situe bien en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE. La Belgique consacre quant à elle 4,3 % de son PIB à l'enseignement et le poids des dépenses privées au sens marchand du terme est insignifiant.

Pour ce qui est des dépenses octroyées à l'enseignement supérieur. Avec 2,6 % de son PIB investi dans l'éducation, le Chili se situe ici en tête de classement avec les États-Unis, la Corée et le Canada. Mais seulement 0,8 % proviennent de fonds publics. L'éducation supérieure est donc financée aux deux tiers par les familles. Le coût des études au Chili est donc extrêmement élevé et parallèlement les résultats obtenus par les élèves sont mauvais. En effet, dans la dernière enquête PISA, les élèves chiliens figurent à l'avant dernière place des pays de l'OCDE en compréhension à la lecture.

De plus, le modèle éducatif chilien reproduit et accentue les inégalités sociales présentes à tous les niveaux de la société. Selon l'indice de DUCAN, le Chili connaît un niveau de ségrégation scolaire parmi les plus hauts de la planète. Il n'existe aucune mixité sociale dans les établissements éducatifs. D'après Mario Waissbluth, « il y a clairement un incitant au niveau du marché pour générer de la ségrégation entre élèves et renvoyer ceux issus des couches socio-économiques les plus faibles – donc les plus problématiques et désavantagés économiquement – vers l'enseignement public gratuit qui ne pratique pas de sélection à l'entrée ». Bref, la libéralisation du secteur de l'enseignement dans les années 80 a généré un des modèles d'enseignement les plus chers, inégalitaires et déficients au monde.

© Reporters / DPA

La réponse insuffisante du gouvernement

Le mouvement étudiant aura eu raison de deux ministres de l'Éducation. L'actuel ministre, Harald Beyer, a élaboré un projet de réformes. S'il ne touche pas à l'essence libérale du modèle éducatif, le projet exclut néanmoins les banques du système de financement par crédit auquel ont recours la majorité des étudiants pour financer leurs études. C'est désormais l'État qui, à travers une agence publique, octroiera des crédits à un taux d'intérêt de 2 %. 90 % des étudiants devraient y avoir accès. Le remboursement de l'emprunt commencera au moment où le jeune entre dans la vie active et sera plafonné à 10 % du salaire net. De même, la mensualité versée par l'étudiant devrait varier en fonction de l'orientation choisie et des débouchés professionnels espérés. Par contre, si ce n'est une légère augmentation budgétaire, aucun projet de réforme n'a été mis en chantier pour l'enseignement public. Les étudiants réclament toujours un modèle éducatif gratuit et universel.



– le fameux projet HidroHaysen – va initier le processus de contestation sociale. Le mouvement étudiant va quant à lui le consolider et le structurer, en bénéficiant très vite d'une très grande légitimité auprès de la population.

Génération post-dictature

En plus de l'intelligence politique et du charisme des leaders du mouvement, un autre facteur explique la vigueur de celui-ci. Les étudiants sont en effet issus d'une génération post-dictature qui n'hésite pas à remettre en question la gestion politique « prudente » de ces vingt dernières années. Le cadre de la mobilisation reste la démocratisation du système éducatif, mais en posant cette exigence les étudiants forcent la société à regarder en arrière et à se poser la question de la légitimité politique du modèle éducatif, des raisons de sa perpétuation et en quoi il ne reflète pas simplement les inégalités sociales mais en est un vecteur. « Avec le mouvement étudiant, on est face à un nouveau sujet politique et social qui a profondément changé l'agenda politique chilien avec des demandes telles que la gratuité de l'enseignement ou une réforme fiscale », soutient Manuel Antonio Garretón, éminent

sociologue de l'Université du Chili. « Si le mécontentement est bien une dimension du mouvement étudiant, il est avant tout l'expression d'un nouveau projet politique de transformation de la société post-pinochetiste. »

« LE CHILI POSSÈDE LE SYSTÈME ÉDUCATIF LE PLUS CHER DE LA PLANÈTE ET LE PLUS FRAGMENTÉ SOCIALEMENT »



Par ailleurs, les étudiants ne sont pas du tout victimes de la même « schizophrénie » que leurs parents – assumer un pouvoir de gauche, la *Concertación*, dans une société ultra-libérale. Ils savent très bien qu'ils sont face à un gouvernement ultra-libéral qui défend avec acharnement le modèle économique chilien et ne souhaite que sa perpétuation ; ils n'hésitent pas non plus à reposer la question des droits universels et fondamentaux en balayant l'excuse de la gestion des sacro-saints équilibres macro-économiques et ils ne s'estiment pas redevables vis-à-vis de la *Concertación* qu'ils décrivent comme politiquement apathique. Mais avant tout, et à l'inverse de la génération antérieure, ils ne sont pas gagnés par la peur ou le malaise d'exprimer une opinion politique. Les faux consensus, les silences gênés, l'habileté des mamans chiliennes à dévier la conversation dès qu'un sujet sensible arrive sur la table, ou le rôle de la presse refusant de questionner la légitimité du modèle économique, tous ces éléments au lieu de calmer les ardeurs militantes ont implicitement forgé une conscience politique à toute une nouvelle génération de jeunes étudiants.

Même s'il est affaibli et traversé par certaines tensions politiques, le mouvement inscrit son combat dans la durée. Les propositions du gouvernement d'augmenter les bourses et de réguler les crédits ont été jugées inacceptables (*voir encadré ci-contre*) car elles n'introduisent pas de changements structurels dans le modèle. En effet, la croissance économique soutenue et la consolidation d'une classe moyenne en demande d'une plus grande protection sociale rend impossible le maintien du modèle socio-économique sans une importante réforme fiscale mais aussi une nouvelle constitution.

1/ Le Chili est l'unique pays d'Amérique latine qui dispose encore d'une constitution élaborée pendant une dictature militaire n'ayant pas été modifiée par une assemblée constituante avec le retour de la démocratie. 2/ Mayol Alberto, « No al Lucro », Random House Monari S.A, Santiago de Chile, 2012. 3/ Weissbluth, Mario, « Manifestaciones estudiantiles en Chile. Una réplica telurica de la Guerra Fria », Foreign Affairs Latinoamerica, Vol.11 : N° 4, 2011. 4/ Coalition des partis de centre-gauche formée autour du Parti socialiste et de la Démocratie chrétienne qui a gouverné le pays entre 1990 et 2010.



© Tineke d'Haese / Oxfam



Sing For The Climate, suite & fin

Sing for the Climate, on vous en parle depuis juin. C'est cette grande mobilisation, menée des deux côtés de la frontière linguistique, qui, sur les festivals, dans les écoles et dans 180 communes les 22 et 23 septembre, a mobilisé plus de 80 000 citoyens – dont certaines personnalités comme Bouli Lanners, Marlène Dorcéna ou Roberto Bellarosa. Tous ensemble, ils ont entonné ce qui est devenu un hymne, la chanson « Do it now », afin de réclamer des engagements concrets de la part des politiciens belges et de la communauté internationale pour la lutte contre les changements climatiques.

« Sing for the Climate » a été conçue comme une ciné-manifestation utilisant le chant et la vidéo comme moyens d'action.

Fruit de la mobilisation, un clip vidéo a été conçu par le réalisateur belge Nic Baltazar à partir des images des diverses actions des 22 et 23 septembre. Cette grande pétition vivante contre le réchauffement climatique a été remise symboliquement et diffusée en avant-première le 29 novembre au Parlement fédéral en présence de M. Di Rupo, M. Wathélet,

M^{me} Schauvliege, M^{me} Huytebroek et de plus de 30 parlementaires. Les initiateurs de l'événement, dont le CNCD-11.11.11, ont remis aux décideurs politiques leurs revendications : un accord international équitable sur le climat pour 2015, 30% de réduction d'émissions de gaz à effet de serre pour 2020 et le respect des promesses de financement climatique pour les pays du Sud.

Le réalisateur du clip a ensuite pris la direction du Qatar où se déroulait la grand-messe annuelle sur le climat de l'ONU à Doha. Des mobilisations éclair (« flashmobs ») et des diffusions du clip *made in Belgium* ont été organisées. Cerise sur le gâteau : la vidéo a été projetée à l'ouverture de la plénière finale de la Conférence. Une belle conclusion pour cette action qui a prouvé que les citoyens continuent à se mobiliser pour le climat et attendent fermement des décideurs politiques des mesures ambitieuses et concrètes pour sauver notre planète.



© Greenpeace

Soldes 2013 : un consommateur est aussi un citoyen

Le mois de janvier est synonyme de soldes d'hiver. Nombreux seront les amateurs qui arpenteront les rues commerçantes du pays à la recherche de la bonne affaire. La plupart des achats de vêtements se feront dans les grandes enseignes qui dominent le marché. Des grandes enseignes qui sont régulièrement sous le feu des critiques en raison des conditions de travail et des bas salaires chez leurs fournisseurs, pour leur manque d'engagement environnemental dans le processus de production ou pour les produits potentiellement dangereux utilisés dans la fabrication des vêtements.

L'actualité tragique est venue nous rappeler l'importance de se mobiliser pour le respect des droits fondamentaux dans la filière textile. Le samedi 24 novembre, une incendie dans l'usine Tazreen à Savar, au Bangladesh a fait plus de 120 morts. Le feu a pris suite à un court-circuit électrique. Les travailleurs se sont retrouvés pris au piège, sans accès à des issues de secours. Au moment du drame, C&A faisait produire 220 000 pièces dans l'usine. Champion toutes catégories dans la dénonciation des conditions de travail chez les sous-traitants des grandes marques, l'association achACT (Actions Consommateurs Travailleurs) a organisé le 5 décembre un hommage aux victimes devant le magasin C&A de la rue neuve à Bruxelles. Au Bangladesh, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté leur colère et leur soutien aux familles.

Parallèlement, Greenpeace a lancé au niveau international la campagne DETOX prenant pour cible une fois de plus les grandes enseignes du prêt-à-porter. L'angle est ici différent, bien que complémentaire. Il s'agit de faire pression pour que les marques s'engagent dans la voie du respect de l'environnement. 300 000 personnes se sont déjà mobilisées pour convaincre Zara, numéro un mondial de la fast fashion, de s'engager à travailler avec ses fournisseurs pour mettre fin à la pollution toxique des cours d'eau. Au moment de boucler ce numéro, Greenpeace appelle à donner à Levi's 501 000 raisons d'éliminer les substances chimiques toxiques dans la fabrication de ses produits.

Parce qu'un consommateur peut aussi être un citoyen, soutenez ces actions :

www.achact.be

www.greenpeace.be

19
citoyen,
citoyenne



Fauchage d'OGM, moi aussi j'en suis...

Le 29 mai 2011, des centaines d'activistes décontaminaient un champ d'essai OGM à Wetteren, en remplaçant des pommes de terre modifiées génétiquement par des variétés biologiques. Le « grand échange de patates » s'est déroulé sans violence et de façon publique. Le but de l'action était de stimuler le débat sur la présence d'OGM dans nos champs et dans nos assiettes. Aujourd'hui, la justice poursuit onze des activistes. Une demande d'indemnisation de 200 000 euros a été formulée à leur égard par l'Institut flamand de biotechnologie et l'Université de Gand notamment. Plus de 80 personnes se sont depuis portées volontaires pour comparaître également en justice. Parmi eux se trouvent des paysans, des politiques, des académiques, des activistes environnementaux, etc. Leur geste est un signal fort qui montre que les 11 accusés font partie d'un vaste mouvement social contre les OGM. Le 15 janvier, apportez votre soutien aux accusés.

Plus d'infos sur

<http://fieldliberation.wordpress.com>

Où ?

Sénégal, Afrique de l'Ouest

Contexte

Au Sénégal, les produits de la pêche et de la transformation des denrées halieutiques jouent un rôle primordial mais ils sont sous-valorisés dans la souveraineté alimentaire du pays. Il en va de même pour les produits de l'agriculture maraîchère et rizicole. Deux secteurs d'activités pris en charge principalement par les femmes.

Qui ?

Belgique :

Le Monde selon les femmes

www.mondefemmes.be

Sénégal :

ENDA Pronat Sénégal

www.endapronat.org

ENDA Graf Sahel

www.grafsahel.org

Quoi ?

Le programme a pour objectif de développer un meilleur accès aux ressources et à la prise de décision pour améliorer la visibilité des femmes dans ces domaines vu le rôle moteur qu'elles y jouent. Il vise, entre autres, le développement d'une production agricole biologique et l'élaboration de formations techniques pour accroître les compétences liées à la transformation de matières premières.

Soutenir 11.11.11

N° de compte :

BE33 000170326946

BIC : BPOTBEB1

au nom du CNCD-11.11.11,

Quai du Commerce 9,

1000 Bruxelles



Le CNCD-11.11.11
adhère au Code éthique
de l'AERF

www.vef-aerf.be



Sénégal Valoriser le rôle des femmes dans l'économie sénégalaise

CÉCILE VANDERSTAPPEN

CNCD-11.11.11

Le riz et le yet sont des ingrédients essentiels pour réaliser un bon *Thiep bou dien*, un des plats typiques sénégalais. Les femmes ont un rôle prépondérant dans la production et transformation de ces ingrédients mais leur travail n'a pas la place qu'il mérite dans l'économie sénégalaise.

Quel est le secret des délices culinaires sénégalais comme le *Thiep bou dien*? Un savoir-faire traditionnel exploitant au mieux des ingrédients de qualité du terroir. Le *yet* (le cymbium en wolof) pourrait en être le symbole. Fruit de mer typique du Sénégal, sa transformation est aux mains des femmes sénégalaises depuis des générations. Mais cette ressource est aujourd'hui menacée. Sa surexploitation par des firmes étrangères le rend plus rare. Sa transformation par des entreprises chinoises et sa commercialisation en Asie vident les étals des marchés sénégalais et entachent sa renommée internationale, le *yet* « chinois » étant de moins bonne qualité sanitaire et nutritive que celui fabriqué traditionnellement par les femmes sénégalaises.

Un secteur sous-valorisé

D'autres obstacles, entravent les femmes sénégalaises à se profiler comme chefs d'entreprises. Pour beaucoup, le faible bagage économique, financier et scolaire – seules 56 % des femmes âgées de 15 à 24 ans sont alphabétisées – reste un réel handicap. La méconnaissance des enjeux internationaux liés à leurs activités professionnelles ne joue pas non plus en leur faveur. L'État porte sa part de responsabilité car malgré tous les atouts d'un produit comme le *Yet* (haute valeur nutritionnelle, prix accessible, conservation facile, créateur d'emploi et de revenus), le secteur de transformation des produits halieutiques n'est pas pris en compte dans les politiques publiques, mais cette tendance pourrait être amenée à changer. Le nouveau président sénégalais Macky Sall a en effet annulé 29 licences de pêche de navires étrangers.

Mais toute personne amatrice de cuisine sénégalaise sait que si le *yet* est un ingrédient indispensable pour préparer un bon *Thiep bou dien*, le riz et les légumes le sont tout autant! Dans le Fouta, au nord du Sénégal, les femmes sont responsables des activités rizicoles et maraîchères. Et tout comme pour la pêche, les conditions ne sont pas favorables à l'entrepreneuriat féminin : accès inégalitaire aux titres fonciers, accaparement des terres – au Sénégal, les agrocarburants occupent 30 % des terres cultivables, pratiques pas toujours adaptées au respect de l'environnement; de plus, seules 15 % des terres aménageables sont correctement équipées pour l'irrigation.

Recherche action participative

Pour appuyer ces femmes et leur secteur d'activité, l'ONG belge Le Monde selon les femmes (MSLF) et ses partenaires locaux d'ENDA Graf et Pronat mènent un programme de renforcement

professionnels et des ONG se sont réunis afin de trouver collectivement des solutions. Ils ont programmé en 2012 et 2013 des actions de sensibilisation aux droits des femmes, des formations en management, une initiation à la mondialisation et la décentralisation démontrant leurs incidences sur l'activité professionnelle des femmes. Des formations plus techniques visant l'acquisition de bonnes pratiques de transformation et de conservation des produits de la pêche sont également prévues.

Dans le domaine agricole, du côté du fleuve Sénégal, dans le département de Podor, la fédération paysanne Ngatamaaré Tooro, regroupant 2 200 producteurs dont 60 % de femmes, et ses partenaires ont aussi réalisé, en 2011, une enquête sur les liens entre les activités entrepreneuriales des femmes, leur statut social et leur impact sur le développement local. Les résultats confirment les nombreux obstacles auxquelles celles-ci sont confrontées et leur

« ELLES POURRONT À TERME AVOIR UNE INCIDENCE SUR LES POLITIQUES LOCALES ET NATIONALES »

des organisations professionnelles. L'Opération 11.11.11 les soutient. L'approche « genre » et la méthode « recherche action participative » sont appliquées comme dans tous les projets de développement du MSLF, ce qui induit une pleine participation des bénéficiaires du projet tout au long du processus.

Concrètement, début 2011, des groupes de femmes transformatrices des produits halieutiques et des organisations sociales ont réalisé un état des lieux du secteur ainsi qu'un diagnostic des organisations professionnelles dans 4 localités (régions de Dakar, Thiès, Fatick, Saint-Louis). Le constat est inquiétant : surexploitation des ressources naturelles, sous-valorisation par l'État de la contribution du secteur à la souveraineté alimentaire, difficultés organisationnelles dont un déficit du leadership féminin... En décembre 2011, une centaine d'acteurs sociaux, universitaires,

rôle crucial, malgré leur nombre restreint, de levier pour le changement social. Un programme de renforcement des capacités techniques et d'autonomisation des femmes a été planifié en conséquence.

« Il s'agit d'accroître la crédibilité et la légitimité de ces organisations. Une façon de les aider à mieux défendre les intérêts de leurs membres, se réjouissent les initiatrices de ce programme ENDA Graf et Pronat. Elles pourront ainsi jouer le rôle d'interface entre l'État et les collectivités locales et à terme avoir une incidence sur les politiques locales et nationales. »

Des projets plein le Poche

JULIEN TRUDDAIÛ

Petite révolution dans le monde du théâtre bruxellois. Après 20 ans de travail acharné, Roland Mahauden quitte la direction du Théâtre de Poche pour se concentrer sur des projets de coopération culturelle en République démocratique du Congo (RDC). Un retour aux sources en quelque sorte.

Roland Mahauden, « C'est une certaine manière de faire du théâtre, de penser la relation aux spectateurs. C'est proposer autre chose que Cyrano de Bergerac aux jeunes », tels sont les mots d'Olivier Coyette qui, dans quelques mois, reprendra les rênes du théâtre. Un véritable défi car rares sont les espaces culturels attachés à une personnalité comme à celle de Roland Mahauden. Depuis 1966, le Théâtre de Poche est situé au cœur du Bois de la Cambre à Bruxelles. Un lieu particulier pour un projet théâtral qui l'est tout autant. Théâtre de société, l'engagement social et politique du Poche est marqué par des actions concrètes. En Belgique, il a initié « Article 27 » en 1999 pour faciliter l'accès à la culture des plus démunis. En Afrique, il développe un projet de « coopération culturelle » en RDC, plus particulièrement dans l'Est du pays, dont la tragique actualité se rappelle à nous sporadiquement.

Rencontre avec le Congo

Les liens du Poche avec la RDC remontent à 1964, époque à laquelle l'opérateur culturel organisait des tournées au Zaïre avec des spectacles et des concerts émanant de diverses troupes belges. Bien avant de diriger le Poche, Roland Mahauden parcourt des milliers de kilomètres de brousse, avec son compagnon de route Roger Domani, pour dresser l'inventaire des danses folkloriques de l'ensemble du pays et créer le premier Ballet national folklorique du Congo. Après une longue interruption, le futur ex-directeur renoue avec le Congo en 2004 avec un spectacle autour du texte d'Ahmadou Kourouma, « Allah n'est pas obligé » qui met en scène le drame des enfants soldats. « Le théâtre en RDC est principalement basé sur le 'théâtre de sensibilisation' (théâtre action, théâtre forum,...), explique Roland Mahauden. C'est l'un des seuls moyens d'obtenir un financement auprès de certaines ONG. Les thématiques de ces spectacles joués gratuitement sur les places publiques, dans les écoles, sur les marchés, etc. touchent très souvent à des problématiques locales telles que la propagation du SIDA, le mariage précoce, la citoyenneté, etc. »

C'est à Kisangani, au sortir des massacres que la ville a subis lors de son invasion par les troupes rwandaises et ougandaises, qu'il rencontre le Théâtre des Amazoulous. « La première confrontation avec les artistes de l'Est de la RDC a été déterminante quant à l'investissement du Théâtre de Poche dans ces régions particulièrement meurtries par des guerres successives ». Les artistes de ces régions se sentaient délaissés tant par Kinshasa que par les projets de coopération culturelle développés par des institutions étrangères. « J'ai été extrêmement sensible au dénuement et à l'éloignement de ces artistes par rapport à la capitale Kinshasa, qui est le seul endroit où il y a une école d'art dramatique et de temps en temps un



« Le bruit des os qui craquent »

Mise en scène : Roland Mahauden
Du 31 janvier au 16 février 2013

Le Roi de la Danse – Mohammed Ali

Mise en scène : Olivier Coyette
Du 21 mai au 8 juin 2013

« LE THÉÂTRE EN RDC EST
PRINCIPALEMENT BASÉ SUR
LE 'THÉÂTRE DE SENSIBILISATION' »

« tout le monde », insiste le directeur du Poche. Moi, ça fait 10 ans que je bosse et que je parraine ce projet. »

Roland Mahauden prend la tête du Poche en 1992. Il passera le témoin dans quelques mois à Olivier Coyette, mais le capitaine ne quitte pas pour autant le navire puisqu'il se consacrera au développement des projets Nord-Sud du Théâtre : « Le fait de quitter la direction artistique va me permettre de m'engager dans des projets plus ambitieux : permettre par exemple à des artistes locaux d'avoir accès à une formation plus aboutie que celle qu'on a pu leur proposer comme ça, ponctuellement, avec des pédagogues belges que j'ai amenés là-bas, que ce soit au niveau du jeu de l'acteur, de la scénographie, etc. » La coopération culturelle ne fera donc pas les frais du passage de témoin car l'Afrique est l'un des points communs entre les deux hommes. Comme si le théâtre en Belgique ne les nourrissait pas assez, tous deux ont noué des relations solides avec le continent africain. « Même si Olivier Coyette est plutôt branché Afrique de l'Ouest tandis que moi, je suis plus sensible aux problèmes du Congo », précise Roland Mahauden.

Démarche d'ouverture et « pacifiante »

Roland Mahauden quitte donc la direction de « son » théâtre, des projets plein le Poche. « Ce qui me paraît primordial, c'est d'arriver à déboucher sur des créations qui peuvent être présentées tant sur une scène belge que rwandaise ou burundaise, ajoute-t-il. Il y a des choses que l'on défend ici dans cette maison depuis très longtemps. Mon dernier spectacle, par exemple, a surgi d'un atelier que j'ai mené là-bas. J'y avais rassemblé des comédiennes qui venaient aussi bien du Rwanda que du Congo, et on connaît les problèmes auxquels sont confrontés ces deux pays. C'est une démarche d'ouverture et 'pacifiante', ce qui fait partie de la philosophie du Théâtre de Poche. Quand on invite des Palestiniens à venir jouer ici, c'est dans le même sens ».

On n'entre pas par effraction au Poche

Quand on lui demande de présenter son « dauphin », comme il l'appelle d'un air moqueur, Roland Mahauden prend son temps pour trouver les mots justes : « Olivier, c'est un auteur, un metteur en scène, un comédien, il bouffe un peu à tous les râteliers. Il a de l'ambition aussi, il est sur le terrain international ». Pour Olivier Coyette, la rencontre avec l'Afrique s'est faite avant son travail de théâtre : « Durant mes études d'anthropologie, j'ai fait un travail de terrain en ethnographie dans un village du Burkina Faso. J'y ai par la suite découvert très vite le théâtre ». Il a aussi travaillé au Congo où il a animé un atelier d'écriture à Kinshasa et à Kisangani il y a 5 ans. « J'y ai noué des contacts avec des Congolais, mais j'ai beaucoup de choses à apprendre sur l'Afrique centrale. J'aimerais beaucoup me rendre non seulement au Congo mais aussi au Rwanda et au Burundi. Je pense qu'il est beaucoup plus difficile de faire du théâtre au Congo qu'en Afrique de l'Ouest, qui est plus 'pacifiée'. Quoique... Avec les événements de l'an dernier au Burkina et ce qui se passe au Mali... ».



FRÉDÉRIC THOMAS
Centre Tricontinental – CETRI

Haïti L'échec humanitaire

Trois ans après le séisme qui a frappé Haïti, les promesses de dons ont-elles été tenues ? L'objectif de « reconstruire en mieux » a-t-il été atteint ? À l'instar de la majorité des organisations sociales haïtiennes, Frédéric Thomas dresse un bilan très critique de l'action de la Communauté internationale dans le pays.

Le 12 janvier 2010, peu avant 17 heures, un tremblement de terre de magnitude 7 frappe Haïti, tuant plus de 220 000 personnes et laissant 1,5 million de Haïtiens sans abri. Très vite, les médias s'emballent et la solidarité internationale s'organise. En Belgique, le Consortium belge pour les situations d'urgence¹ récolte près de 26 millions d'euros. Un record !

Entre promesses et versements effectifs

Si les citoyens ont mis de leur poche, les États et organisations internationales ont fait mine d'en faire de même. Le 31 mars 2010, à New York, une conférence sous l'égide des Nations Unies annonce une aide de 10 milliards de dollars, dont 1 milliard d'allègement de dette. Trois ans plus tard, force est de constater que les promesses n'ont pas été tenues. Seuls 2,48 milliards ont été versés, soit moins de la moitié de la somme annoncée². Ainsi, de l'aide de 326 millions d'euros promise par Nicolas Sarkozy, 40 millions ont déjà été budgétés, et 56 millions supplémentaires mais au titre d'annulation de dette. Le cas états-unien est encore plus flagrant : dans les 1,2 milliard de dollars déboursés en 2010, figurent les 500 millions nécessaires à couvrir les frais de l'intervention militaire américaine à Haïti...

Les chiffres mêlent donc « aide fantôme » et aide réelle, prêts et dons, promesses et engagements effectifs, rendant opaque et contradictoire toute vue d'ensemble. Mais quel que soit le cas de figure, il y aura eu moins d'argent investi pour la reconstruction de Haïti que dans la campagne électorale américaine (6 milliards de dollars).

Qui aide qui ?

À quoi a servi l'argent versé ? Et pour quels résultats ? Prenons l'exemple du (re)logement. De janvier 2010 à avril 2011, Washington a signé 1 490 contrats pour un montant total de 194 millions de dollars. De tous ces contrats, seuls 23 ont bénéficié à des sociétés haïtiennes, pour un montant de 4,8 millions de dollars (2,5 % de la somme totale).³ La reconstruction étant un immense marché, chaque pays essaye de positionner ses propres entreprises, sous le prétexte commode de l'absence de capacité et de fiabilité des entreprises haïtiennes. D'où le retournement de la question par les organisations sociales haïtiennes : qui aide qui ?

En juin 2012, 390 276 personnes résidaient encore dans les camps de réfugiés, ce qui représente une baisse d'environ 29 % depuis septembre 2011.⁴ Un résultat non négligeable, mais à y regarder de plus près, cette diminution est certes due à l'accélération des programmes de retour et de relocalisation... mais aussi aux





expulsions de 66 566 personnes, par des propriétaires avides de s'enrichir grâce à la vague spéculative qui a touché l'immobilier et le foncier, en raison de la reconstruction. À ces personnes sorties des camps, contraintes et forcées, viennent s'ajouter 81 982 autres menacées d'expulsion. De plus, le départ des organisations humanitaires, l'interruption des programmes et le manque d'anticipation entraînent, selon le rapport du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, une détérioration générale « des conditions de vie dans les camps existants ». À cela s'ajoute encore le fait que près de 40 % des sites d'abris temporaires ne disposent pas de latrines, alors que l'épidémie de choléra sévit toujours.

Torts partagés ?

La difficile reconstruction met aussi en lumière la disproportion entre les moyens des ONG et de la communauté internationale, d'un côté, et ceux de l'État, de l'autre, qui ne se traduit pas par une responsabilité proportionnelle dans les erreurs et l'échec de ce même processus. Il semble qu'aux yeux du Nord, si « ça ne marche pas », c'est essentiellement – et toujours – la faute de l'État haïtien, au mieux, des Haïtiens, au pire.

Pourtant les troupes de l'ONU – la MINUSTAH –, présentes depuis 2004, inactive après le séisme, responsables de graves violations des droits humains (dont plusieurs viols) restées impunis et de l'importation involontaire du choléra dans l'île (sans reconnaître ses responsabilités), n'ont-elles pas autant sinon plus failli que l'État haïtien ? Et quid de la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH) censée coordonner l'aide ? « Un incroyable fiasco » pour le Haïti Support Group. Selon un ancien fonctionnaire exprimant les sentiments partagés par ses collègues : « La CIRH a été conçue comme une structure destinée à aider non pas Haïti ou les Haïtiens, mais les donateurs – auxquels elle permet de canaliser les contrats de projets des multinationales et des ONG »⁵. Et que dire enfin de la désorganisation, de la concurrence, de la confusion entre visibilité et efficacité de milliers d'ONG et instances sur place, fonctionnant comme autant d'États dans l'État ?

« IL Y AURA EU MOINS D'ARGENT INVESTI DANS LA RECONSTRUCTION DE HAÏTI QUE POUR LA CAMPAGNE ÉLECTORALE AMÉRICAINE »

L'humanitaire ne se cantonne pas aux ONG et instances diverses réalisant un travail humanitaire, mais constitue aussi une logique, qui tend

à s'imposer et à imposer ses « solutions ». Incapable de voir le problème dans sa façon de fonctionner, elle recycle toute remise en cause radicale en autocritique sur des dysfonctionnements. Agissant en vase clos, au sein de *clusters*⁶, elle est l'unique juge et partie de son travail ; les victimes étant condamnées à applaudir et remercier pour tout ce qu'on fait « pour elles ». En réalité, les principaux destinataires des rapports, images et autres démonstrations d'efficacité de l'aide humanitaire sont les médias, le public et les donateurs occidentaux.

L'urgence, le transitoire et le retour au même

Et si finalement le problème principal de la reconstruction n'était pas ses ratés, sa lenteur ou les logiques propres des agences internationales ? S'il résidait plutôt dans la direction qui a été choisie et dans le terme fourre-tout de « transitoire », qui masque tant bien que mal la permanence de l'urgence et du temporaire, la reproduction des mêmes politiques et mécanismes à l'origine de la catastrophe sociale, qui explique l'ampleur des destructions du séisme du 12 janvier.

Qu'est-ce que c'est que ce transitoire ? D'où et vers quoi transite-t-on ? De l'urgence au temporaire, de la catastrophe à la misère ? Du bidonville au camp avec retour au bidonville ? Ces abris transitoires, pour combien de temps sont-ils transitoires ? Comment exactement prévoit-on la transition d'un logement subventionné d'un an à une location pour une famille sans revenu ? La transition d'un centre de santé pris en charge par une ONG avec son infrastructure, ses 4x4, ses docteurs et ses médicaments, au ministère de la Santé sans programme ni moyens ? La transition de 10 000 ONG internationales présentes sur place à l'État haïtien ? Transitoires sont les ONG humanitaires, les solutions partielles et partiales. Demeurent la dépendance du pays, la pauvreté, les inégalités sociales et la répétition des états d'urgence.

L'humanitaire constitue un calcul du moindre mal, délivrant tous les maux par sa fausse solution de l'urgence et du transitoire. La politique minimaliste de l'humanitaire, loin de s'opposer à l'hégémonie de la logique libérale, qui prévaut à Haïti⁷, sert de volet « social » ou de lot de compensation. À défaut de politiques de santé, d'éducation, d'environnement, etc., vous aurez une myriade d'ONG, avec chacune leur programme humanitaire, pour gérer les conséquences des mesures ultra-libérales, comme autant de catastrophes naturelles, et les pauvres, paysannes, chômeurs, comme autant de victimes muettes à entretenir.

L'humanitaire répond à la place des victimes et des organisations locales, se substitue à l'éthique et à l'État, transformant les projets, les luttes et les choix en pseudo consensus autour d'une politique de plus en plus minimaliste. L'humanitaire répond à la place, mais il répond aussi à côté. On nous parle de la quantité d'abris construits, du nombre de personnes soignées... Alors qu'il faudrait nous parler de programmes sociaux, de réforme agraire, de plans de relogement, de réinvestissements dans l'éducation, la santé, l'environnement, on nous parle de gestion et d'entretien. Alors que l'urgence à Haïti est celle d'un changement en profondeur, d'une réinvention des institutions civiles et politiques.



« L'échec humanitaire – Haïti, trois ans plus tard »

Un livre de Frédéric Thomas,
Édition Couleur livres
Disponible en librairie depuis
le 1^{er} décembre

1/ Plus connu sous le nom de Consortium 12-12, dont Caritas international, Handicap international, Médecins du monde, Oxfam solidarité et Unicef Belgique font partie : www.1212.be/fr. 2/ OCHA, *Appel global Haïti : revue à mi-parcours 2012*, page 23. 3/ Center for Economic Policy and Research (CEPR), *Haitian companies still sidelined from Reconstruction Contracts*, 19 avril 2011. 4/ Tous les chiffres qui suivent proviennent du rapport : OCHA, *Appel global Haïti : revue à mi-parcours 2012*. 5/ Haïti Support Group, *Un incroyable fiasco*, janvier 2012. 6/ Les « clusters » constituent le mode de fonctionnement de l'ONU après une catastrophe. Ils sont censés réunir tous les acteurs impliqués – instances internationales, ONG, autorités étatiques, ... –, par thèmes (santé, eau, etc.) afin d'assurer la coordination. Mais les réunions étant nombreuses et se faisant généralement en anglais, elles excluent de fait les ONG locales pour ne plus réunir que les fonctionnaires d'ONG et d'instances internationales. 7/ Le dernier exemple en date est le lancement en grandes pompes du Parc industriel de Caracol. Lire Deborah Sontag, *Earthquake Relief Where Haiti Wasn't Broken*, New York Times, 5 juillet 2012.

© Bruno Stas 2012



agenda

Les 20km de Bruxelles avec 11.11.11 C'est parti !

En 2012, nous étions plus de soixante coureurs inscrits aux 20 km de Bruxelles. Pour une première participation, l'équipe 11.11.11 était parvenue à récolter plus de 7 000 euros au profit de projets de développement. Depuis, nous avons multiplié les défis sportifs : le semi-marathon de Bruxelles, le jogging de la Paix de Berchem Sainte Agathe, la Dragonnade,...

Le 26 mai 2013, l'équipe 11.11.11 remet le couvert et participera une nouvelle fois aux 20km de Bruxelles. Notre objectif : rassembler 100 coureurs et récolter 15 000 euros.

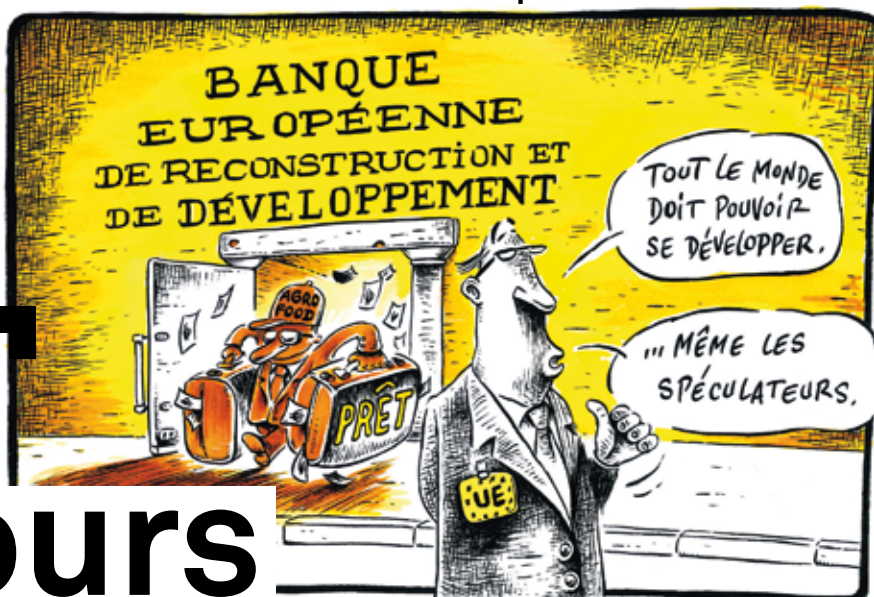
Les inscriptions sont ouvertes jusqu'en mars 2013.

www.cncd.be/20km – 20km@cncd.be

Chronique subjective
et complètement à l'ouest,...

GÉRARD MANRÉSON,
Docteur ès cynisme à HECC
Haute école du Café du Commerce

Même le poisson a toujours soif



Comme les idées peuvent être belles et enthousiasmantes. Celles que l'on conçoit bien s'énoncent d'ailleurs clairement et les mots pour le dire arrivent aisément. C'est le sens de cette chronique. Moins d'États, mieux d'État. Voilà une belle idée. Une idée simple et logique que tout le monde peut répéter en cœur. L'État c'est l'autre, l'autre me fait peur, l'autre c'est pas bien, donc l'État c'est pas bien, CQFD. Tout budget public est donc à restreindre. C'est une dépense, un gaspillage, une gabegie. C'est clair et limpide. La Commission européenne qui conçoit bien cette idée l'a aisément énoncée et recommande à la Belgique de couper dans les dépenses de santé et de lier l'âge de la pension à la date de l'enterrement, oups pardon... à l'espérance de vie. Elle dit bien : « Couper dans les dépenses de santé ». Elle n'a pas proposé de diminuer les aides aux entreprises. Ben oui, vous avez remarqué : aider quelqu'un à se soigner, c'est une dépense. Par contre, aider une entreprise, c'est une aide, compétitivité oblige. C'est la grande guerre économique, cruelle mais pacifique. Un bel oxymore !

Heureusement, il y aura toujours un média fidèle pour rappeler les contraintes, qu'il est hors de question de tourner autour de la terre puisqu'elle est plate, que la mondialisation est naturelle comme la rotation du soleil autour de la terre et que l'on a tout à perdre à brimer les entreprises, le marché, les investisseurs, et tous ceux qui créent de la richesse.

Ces temps de crises sont des périodes bénies, personne ne moufte ou presque. C'est pourquoi je ne m'explique pas que ce journaliste ait fait remarquer que la BERD, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, file des dizaines de millions d'euros au géant Louis Dreyfus pour spéculer sur la nourriture alors que celui-ci a multiplié ses bénéfices par dix à plus d'un milliard de dollars. C'est très gênant vu que le budget de la BERD provient des États membres et de l'Union européenne, bref un budget public de chez public. Ce journaliste va tout mettre par terre.

Colmatons vite la fuite en expliquant tout ça. Alors voilà : Dreyfus est une petite entreprise familiale présente dans 53 pays. Elle ne produit que quelques millions de tonnes de blé. Bon c'est vrai, elle en achète et en revend dix fois plus. Elle a quelques fonds d'investissement spécialisés dans la spéculation alimentaire mais elle n'a multiplié que par vingt les investissements qu'elle gère. Voyez-vous, cette petite entreprise a é-nor-mé-ment de mal à accéder aux prêts bancaires, alors, tel un scout, la BERD, toujours prête, vient au secours et l'aide un peu. C'est normal.

Mais je préfère insister sur le partenariat de la BERD avec la FAO. La FAO, c'est cette branche du mammoth onusien qui s'occupe d'agriculture et d'alimentation et qui sauve les petits enfants noirs aux yeux mouillés. Eh bien, la FAO et la BERD ont annoncé que c'était le secteur privé qui allait résoudre la faim dans le monde en investissant massivement dans l'agrobusiness. Tout ceci prouve bien qu'il est inutile de faire un procès d'intention à la BERD qui travaille manifestement au développement. Pas sûr que 11.11.11, SOS Faim ou Oxfam puissent en dire autant. « Le préjugé est enfant de l'ignorance », écrivait le critique anglais William Hazlitt.

Alors ? Merci qui ?

Un appui à la spéculation

En soutenant le groupe Dreyfus, la BERD finance les activités de *trading* de cette multinationale et renforce sa capacité de stocker des céréales en Russie alors que c'est l'élément clef qui lui permet de manipuler les cours mondiaux. Ce type d'entreprise ne partage absolument pas l'information sur les stocks existants et en profite dans ses activités de *trading* sur les marchés agricoles. C'est de Russie qu'est partie la flambée des cours agricole de 2011 mais c'est aussi de Russie que les évaluations sur les quantités de céréales récoltées étaient les plus mal connues. C'est la non-transparence des stocks privés qui a servi toutes les spéculations avec des cours qui ont jeté plusieurs dizaines de millions de personnes dans la catégorie « malnutrition » des statistiques de la FAO.



Le monde en classe

Chaque mois, découvrez la vie du Sud

**Vous êtes instituteur/trice ?
Partez à la découverte du monde avec vos élèves !**

Depuis plus de 30 ans, le calendrier 11.11.11 ouvre une porte sur le monde dans bien des lieux, dont de nombreux établissements scolaires. Nous vous proposons pour la deuxième année consécutive un pas de plus à la découverte du monde...

Eveillez vos élèves à la solidarité internationale dès la première année primaire et jusqu'en sixième, grâce à une formule inédite en Belgique francophone !

Le principe est simple : chaque mois, vous recevez un dossier didactique de 20 pages en lien avec la photo du calendrier 11.11.11. Lorsque vos élèves découvrent une nouvelle image en début de mois, vous pourrez grâce aux dossiers « Le monde en classe » parcourir un nouveau pays avec eux au travers d'un récit original, réaliser des exercices spécifiquement conçus pour chaque cycle, approfondir une nouvelle thématique et, ainsi, les sensibiliser progressivement aux relations Nord-Sud.

Rédigé en collaboration avec des enseignants, le contenu des dossiers est adapté à l'âge de vos élèves.

Visionnez un dossier type sur www.cncd.be/lemondeenclasse

Plus d'informations : education@cncd.be – 02 250 12 57

